

Nous assistons présentement, monsieur le président, à la déconfiture de la petite et de la moyenne entreprise. Parmi les moyennes entreprises, il y en a qui ne sont plus capables de tenir le coup, parce qu'elles ont trop d'obligations sur le dos, parce qu'elles paient trop d'impôts, parce qu'elles ne sont pas capables de vendre de capital-actions pour se financer. Elles sont obligées de se procurer ce capital nécessaire par des emprunts qui doivent être remboursés et, lors du remboursement de ces emprunts, on déclare que c'est un profit. Nous sommes donc obligés de payer l'impôt sur les remboursements, à l'encontre de la grande corporation qui, elle, n'aura jamais de remboursement à faire. La grande corporation concurrencera la petite entreprise, parce qu'elle aura toutes les facilités au monde de se procurer les capitaux, en les enlevant aux petites entreprises qui en ont déjà besoin.

Je ne suis pas entièrement contre l'établissement de la Corporation que le gouvernement songe à créer et qui devrait être un organisme à capitaux nouveaux ne devant servir qu'aux nouvelles entreprises. Pour le bien de la population, ces nouveaux capitaux devraient être mis à la disposition des institutions au coût d'administration. Alors, nous ferions baisser les prix et nous aurions des corporations qui pourraient produire et concurrencer n'importe quel pays au monde. Cependant, ces grandes corporations devraient produire seulement des choses que la petite entreprise ne peut pas produire, parce qu'il lui est trop difficile de le faire. Il y aurait ainsi une ou plusieurs corporations différentes, et nous devrions laisser le capital ou toute l'épargne qui existe présentement à la petite et à la moyenne entreprise.

Les gouvernement fédéral et provinciaux, ou, du moins, plusieurs d'entre eux, ont formé des corporations semblables, qui ne font que soutirer le peu d'épargne qui existe, en l'enlevant à ceux qui en ont besoin. Voilà pourquoi nous assistons à la disparition des petites et des moyennes entreprises, puisqu'elles ne peuvent pas se procurer les capitaux nécessaires.

Monsieur le président, les citoyens aiment mieux acheter des actions d'organismes gouvernementaux plutôt que d'organismes privés, parce qu'ils obtiennent plus de garanties. Au fait, l'État centralise, prend le contrôle, fait disparaître la petite entreprise qui a, elle aussi, le droit d'exister.

Puisque la Corporation servira à soutirer tous les capitaux déjà existants, capitaux qu'elle enlèvera à la petite entreprise, nous serons obligés de voter contre la création de cette grande corporation d'État qui prendra le contrôle même si l'on dit qu'elle financera l'entreprise privée ou aide les entreprises déjà existantes. Mais les entreprises déjà existantes que le gouvernement veut aider ont le moyen de s'aider, de trouver des capitaux, par une émission d'actions ou d'obligations, alors que les petites entreprises ne sont pas capables de s'inscrire à la Bourse.

Dans la province de Québec, par exemple, au moment où la compagnie Bombardier est devenue assez puissante pour s'inscrire à la Bourse, elle n'a plus de problème, car elle peut faire n'importe quoi. Aucune autre compagnie de ce genre n'a de problèmes financiers. Alors, pourquoi organiser des corporations pour financer le même genre d'entreprises que celles qui n'ont pas de problèmes financiers? Quand on veut réellement aider les gens, on aide ceux qui sont dans le besoin et non pas ceux qui sont prospères.

C'est la petite entreprise qui est dans le besoin. Or, si le gouvernement était logique, c'est elle qu'il aiderait. Il s'agirait, pour ce dernier, de garantir à la petite entreprise l'achat ou la vente de sa production. Si le gouvernement agissait ainsi, nous pourrions tirer toute la production désirée de la petite et de la moyenne entreprise.

Présentement, nous assistons à un déséquilibre, à des pirouettes, à des faillites de toutes sortes, à la disparition de la petite et de la moyenne entreprise, parce que les entreprises sont obligées de transiger avec les victimes du système qu'elles ne sont pas capables de payer.

Un grand nombre de citoyens ne sont pas capables de payer. Ils achètent donc sans payer, après quoi ils font faillite. Alors, l'industrie est obligée de subir toutes ces pertes-là. Elle est victime du système.

Il faut que le gouvernement garantisse aux industriels qu'il n'y aura plus de victimes de ce genre; il doit garantir la paie comme il la garantit pour l'exportation, ce qui permettrait aux industries de fonctionner. Si l'on a besoin de production, on n'aura qu'à préciser le genre de produits que l'on désire, car l'industrie est organisée.

Nous avons toute la technologie voulue pour faire fonctionner toutes les entreprises, et l'État existe aussi pour fournir cette technologie. S'il n'y en a pas assez au Canada, nous avons comme voisins les États-Unis, qui ont à leur disposition beaucoup de moyens techniques sur lesquels nous pouvons compter à n'importe quel moment.

Nous pouvons importer du capital technique des États-Unis pour nous aider à développer nos entreprises, si nous en manquons. Mais nous n'en manquons pas, car nous avons tous les produits voulus au Canada. Nous avons tous les ingénieurs, les renseignements technologiques, la main-d'œuvre et les moyens de transport nécessaires. Nous ne manquons que de capitaux. Et ces capitaux, il faudrait éviter de les mettre à la disposition des grandes industries centralisées.

Toutes ces centralisations, monsieur le président, conduisent au socialisme et à la disparition de la petite entreprise. Aucune de nos grandes entreprises d'État n'est en mesure de produire au même coût que l'entreprise privée. Il est prouvé que l'entreprise d'État coûte beaucoup plus cher que l'entreprise privée, parce que les gens n'ont pas les mêmes responsabilités dans ces deux genres d'entreprises.

Dans l'entreprise privée, les gens prennent davantage leurs responsabilités, alors que dans l'entreprise d'État, les gens s'en fichent. Et quand vient le temps de fermer les portes pour effectuer des réparations, on les ferme tout simplement en attendant que ces réparations soient effectuées, ce qui fait que la production en souffre et que le coût de ces produits augmente. Je ne crois pas que le ministre soit capable de nous convaincre que la grande entreprise est en mesure de fabriquer des produits à un prix aussi bas que celui de l'entreprise privée.

La grande entreprise privée peut faire mieux que la grande entreprise d'État. Il existe de petites et de grandes entreprises privées, mais nous devrions—et ceci devrait être sacré—d'abord maintenir l'entreprise privée et faire tout ce que nous pouvons pour l'aider. Si les moyens financiers qu'on préconise pour fonder de grandes corporations, en vue de faire plus de production, étaient adaptés à l'industrie privée, on obtiendrait dix fois plus de résultats. On dit que ce ne sera pas une entreprise d'État, mais une entreprise privée; on va commencer à aider des